

L'hon. M. Churchill: Que l'honorable député dise quelque chose qui vaille et les interruptions cesseront.

M. Fisher: Quelle observation magnanime de la part du leader de la Chambre! Je tiens à formuler certains commentaires au sujet du discours du préopinant et à parler du solliciteur général qui, au début de la présente session, a signalé les erreurs commises par ce grand socialiste de Terre-Neuve, Joey Smallwood. Je tiens à lui dire que jamais on n'a révélé par inadvertance un programme socialiste comme on l'a fait aujourd'hui. Le Parlement a rarement été saisi d'un projet de loi pour lequel nous ne pouvions pas voter. (*Rires*) De quoi riez-vous? L'honorable député de Dufferin-Simcoe et les autres membres de son parti, qui se prétendent les champions de l'entreprise particulière, n'ont-ils pas quelques soupçons à l'égard du grand socialiste qui vient de parler. Il a employé l'expression «justice sociale». Sous la direction du premier ministre, le gouvernement actuel s'est engagé à verser des allocations sociales qui augmentent la portée et l'étendue de l'activité du gouvernement. Je veux parler du paradoxe que présentent des gens comme le solliciteur général lorsqu'ils affirment que nous sommes des imbéciles d'appuyer des idées socialistes et qu'ils dénigrent à qui mieux mieux ce grand socialiste de Terre-Neuve, M. Joey Smallwood, alors qu'ils appuient toujours des mesures comme celle-ci, soit exactement ce que le P.S.D. préconise depuis des années au cours des campagnes électorales.

M. Pallett: Bobards.

M. Fisher: Une des grandes difficultés auxquelles le P.S.D. a dû faire face, c'est que le parti libéral comme le parti conservateur ont mis en vedette ces grands socialistes qui se montrent sous leur vrai jour par inadvertance. On ne peut pas nier que presque tous les projets de loi qu'on nous a présentés au cours de la présente session, relativement à un programme de bien-être social, figureraient en haut de la liste des articles du programme de notre parti.

M. Benidickson: Et auxquels s'opposaient les conservateurs jadis.

M. Fisher: Ne serions-nous pas de parfaits imbéciles si nous ne les appuyions pas?

M. Pallett: Vous l'êtes, que vous les appuyiez ou non.

M. Fisher: Je veux faire ressortir que cette mesure ne renferme rien de vraiment controversable et qu'elle devrait être accueillie sans hésitation. Je n'ai qu'une chose à lui reprocher, et je suis sûr que l'opposition officielle, qui compte des spécialistes comme

M. Gordon, va revenir sur le sujet. Il n'y a rien à reprocher à la législation sociale du gouvernement sauf qu'elle n'est pas en harmonie avec notre expansion économique. Nous ne reprochons pas au gouvernement les mesures qu'il a prises dans le domaine du bien-être social ou de la justice sociale, pour reprendre les paroles du premier ministre, mais plutôt d'avoir failli à la tâche en ce qui concerne l'administration du pays, de n'avoir pas su donner à l'économie un essor assez rapide qui permettrait de tenir compte de certains de ces changements.

Il me semble que cette loi ne donne lieu qu'à des contestations négligeables. Ce qui est beaucoup plus évident, c'est le rapport qui existe entre cette loi et la perspective d'élections ou ce qu'on peut appeler du troc parlementaire. Le PSD—Nouveau parti démocratique souscrit à cette mesure. Il ne trouve rien à redire au contexte où elle s'insère, et il l'appuie sans hésiter.

M. McGee: Pourquoi ne souriez-vous pas en disant cela?

M. Fisher: L'honorable député me demande pourquoi je ne souris pas. On pourrait poser la même question au premier ministre. Pourquoi ne s'est-il pas réjoui un peu de la si belle impulsion que le parti libéral a donnée à ces mesures législatives? Pourquoi manquer de franchise à l'endroit de ce domaine d'activité? On doit reconnaître que ces mesures ont toujours rallié notre appui, tout comme la présente. Personnellement, ce qui me fait rire, c'est de voir l'attitude des membres du parti conservateur qui se disent défenseurs de l'entreprise privée et de la libre entreprise.

Je vous invite à examiner le mémoire intitulé «Opération liberté» que la Chambre de commerce a publié et à l'aide duquel elle entend faire sa grande campagne de 1962; vous verrez comment ce mémoire cadre avec le genre de socialisme que votre grand chef met de l'avant dans ses prétendues mesures de justice sociale.

M. McDonald: Monsieur le président, une des pièces lourdes du Nouveau parti démocratique vient de se faire entendre.

M. Peters: Ne chantez pas votre chant du cygne.

M. McDonald: Comme un ruisseau, l'honorable député, là-bas, murmure sans cesse.

M. Fisher: Vous débordez!

M. McDonald: Parmi les conservateurs aujourd'hui, un grand nombre appuient l'ouvrier. Ils ne le regardent pas de haut et n'essaient pas de s'en servir pour leur avantage politique. Dans le parti conservateur,